



**Djibouti : Le président Guelleh fait mine de dialoguer...
in tempore suspecto !**

Par Dimitri VERDONCK

Dimitri Verdonck est né en 1973. Licencié en philosophie, il a également étudié le droit et les sciences économiques avant de suivre une formation pour dirigeants d'associations et d'entreprises d'économie sociale. Spécialisé en politique extérieure de l'Union européenne et en coopération au développement, il alterne depuis plus de dix ans les activités de conseil auprès de personnalités politiques de premier plan actives en matière de coopération au développement et de relations extérieures, et l'engagement associatif auprès de structures actives dans le champ de la solidarité, de la coopération et de l'immigration notamment. Dimitri Verdonck s'intéresse à tout ce qui peut contribuer à améliorer les conditions d'existence du plus grand nombre d'entre nous, ici et maintenant. Dimitri Verdonck est l'auteur de nombreuses études et publications.



Analyse

Avril 2014

Depuis sa création, l'Association Cultures & Progrès (ACP asbl) s'intéresse de près à la situation politique et sociale en République de Djibouti dont un nombre grandissant de ressortissants trouvent refuge en Belgique. Après la publication d'un ouvrage collectif sur la situation des droits humains à Djibouti à la veille des élections présidentielles de 2011, ACP a mené de nombreuses initiatives et publié plusieurs analyses sur Djibouti. L'Association Cultures & Progrès mène également des projets concrets avec la diaspora djiboutienne d'Europe et de Belgique en particulier.

Depuis les élections du 22 février 2013, Djibouti se trouve dans une situation inédite. Un an plus tard, le rapport de forces semble profiter à l'opposition et, à travers elle, à la population qui est parvenue à imposer son agenda au régime, pour la première fois dans la jeune histoire de Djibouti. De toutes parts, le président Ismaël Omar Guelleh est poussé à négocier avec l'opposition. Cèdera-t-il aux demandes appuyées des Djiboutiens (du pays et d'une diaspora très active) mais aussi de la communauté internationale et en particulier de l'Union européenne, de la France et des Etats-Unis ? La présente analyse montre que non.

En effet, après un an de crise politique et les pressions de plus en plus pressantes des partenaires étrangers de Djibouti, il fallait agir. Le Président de la République de Djibouti était aculé et il a donc choisi – c'est inédit – de s'impliquer dans les négociations. Pour ACP, il ne s'agit que de communication et de gagner du temps. C'est ainsi que dans un article publié en février 2014, nous nous exprimions en ces termes :

L'actuel président de la République de Djibouti, Ismael Omar Guelleh, avait annoncé sa décision de mener personnellement une négociation avec l'opposition. Dans cette perspective, il vient de rencontrer Aden Mohamed Abdou, syndicaliste et vice-président de la coalition des partis de l'opposition réunis au sein de l'USN, l'Union pour le Salut National. Il y a à peine une semaine, la plupart des leaders de l'opposition étaient arbitrairement arrêtés et pour certains emprisonnés. Hier encore, un député de l'USN a été arrêté et sur le terrain, la répression et le harcèlement anti-USN ne font que s'aggraver.

Depuis un an que l'opposition réclame la victoire aux législatives du 22 février 2013 et refuse de siéger au Parlement dans les conditions fixées par le président, le régime a multiplié les promesses de dialogue sans jamais concrétiser le moindre rapprochement. Pour Ali Deberkale, représentant officiel de l'USN auprès de la Belgique et de l'Union européenne, cette annonce représente donc déjà une première victoire. « Amener le président Guelleh à la table des négociations est déjà une première victoire qui atteste non seulement de la force et de l'unité de l'opposition mais aussi de la fragilité dans laquelle se trouve aujourd'hui le régime dictatorial au pouvoir depuis 36 ans à Djibouti ».

Il faut toutefois rester très prudent, souligne-t-il, car « les revendications minimales de l'opposition sont claires. Elles comprennent notamment la libération de tous les prisonniers politiques, la reconnaissance de la victoire de l'USN qui ne siègera au Parlement qu'à condition d'y bénéficier d'une majorité de sièges, la fin de la torture, le respect des droits de l'Homme et en particulier de la liberté d'expression et encore l'adoption des réformes permettant de garantir la

tenue d'élections libres, transparentes et démocratiques en 2016". Notons par ailleurs que le porte-parole de la coalition USN à Djibouti, le belgo-djiboutien Daher Ahmed Farah, rapporte que le vendredi 7 février 2014 – en plein "rapprochement" donc – le député USN Mahdi Ali Waberi a été arbitrairement arrêté par les gendarmes à Ali-Sabieh-ville...

Même si le président Guelleh est effectivement poussé dans ses retranchements par une opposition unie, déterminée et très largement soutenue par la rue à Djibouti, l'expérience a suffisamment prouvé que la parole du président Guelleh ne valait rien. À la veille de chaque déplacement officiel en Europe et de rendez-vous importants avec la communauté internationale, le président Guelleh a annoncé l'ouverture de négociations qui n'ont ensuite jamais vu le jour. À la veille de l'anniversaire de la première année de la victoire de l'opposition aux élections législatives et s'apprêtant à participer au sommet Europe-Afrique à Bruxelles où il a de plus en plus mauvaise presse, le président Guelleh essaye donc clairement et une nouvelle fois de gagner du temps.

Pour ACP, il est important de décrypter la propagande de ses derniers jours. En réalité à Djibouti la situation n'a jamais été aussi tendue sur le terrain. Sans une intervention extérieure – telle qu'une médiation de l'Union africaine qui en a officiellement accepté l'idée – rien n'évoluera positivement à Djibouti. Le président Guelleh n'a jamais négocié avec qui que ce soit. Pas plus qu'hier il n'a l'intention de le faire aujourd'hui. Certains proches du président le confirment d'ailleurs sans difficulté. En off.

Djibouti est aujourd'hui à une étape symbolique importante dans le conflit qui oppose les démocrates à la dictature. D'autres suivront. Depuis février 2013, toutes les tentatives de corruption des principaux leaders de l'opposition ont échoué. Il est possible que dans les jours qui viennent et au terme d'un scénario bien connu, ceux qui ont faim acceptent l'argent du président et peut-être l'un ou l'autre ministère. Les autres n'obtiendront pas satisfaction – rien ne contraint Guelleh à tout lâcher à ce moment-ci de la lutte – et retourneront dans la rue poursuivre la lutte pour la justice et la démocratie à Djibouti, avec le soutien de la majorité des Djibouti qui réclament un changement profond. Ceux-là auront besoin d'être davantage soutenus par les Européens, par les Français et par les Américains. Ils savent que tant que le président Guelleh sera au pouvoir à Djibouti, rien ne sera possible. Ils savent aussi que quelque chose est en marche que rien ne peut arrêter et qu'il est en partie de leur responsabilité de tout faire pour que la transition se déroule pacifiquement.

A Djibouti, les rencontres se multiplient. Tout est fait pour donner l'illusion que des négociations sont en marche et que le régime fait tout pour obtenir des avancées concrètes avec des opposants qui auraient enfin fait preuve de maturité. Certains, à Djibouti comme au sein de la diaspora y croient. Un important sommet Europe-Afrique doit se tenir à Bruxelles les 02 et 03 avril 2015, le président djiboutien ne peut décemment pas s'y rendre sans avoir fait preuve de bonne volonté en faveur du règlement de la crise qui touche son pays et menace les intérêts européens sur place. Il faut dire aussi qu'un an après la victoire de l'USN aux élections législatives, le régime djiboutien n'a toujours pas publié les résultats officiels et s'est montré

incapable de dialoguer avec l'opposition ! Meurtre, torture, arrestations et emprisonnements arbitraires... c'est le triste bilan d'une année de crise post-électorale.

Deux semaines avant le Sommet, c'est la douche froide. Dans un article publié sur l'unique média local (le journal *La Nation* du 16.03.2014), Ali Guelleh Aboubaker, chef de cabinet du président Omar Guelleh, s'exprime sur l'état d'avancement des négociations. Il parle d'échec et déclare que l'opposition s'est comportée comme une force opposée à toute solution négociée !...

Que s'est-il passé au juste ? Durant une dizaine de mois, la confrontation entre le régime et l'opposition était à son maximum. La situation s'aggravant et le régime étant de plus en plus clairement sommé de rendre des comptes à ses partenaires étrangers qui s'inquiètent de la situation, le président Omar Guelleh choisit d'entamer des « négociations ». Durant deux mois, un émissaire du président rencontre un représentant de l'opposition (choisi par le pouvoir). Ils sont sur le point de trouver un accord et... l'opposition fait marche arrière au moment de signer. Rejetant la faute sur l'opposition, le président s'apprête à partir tranquillement pour l'Europe où il pourra expliquer que des négociations ont eu lieu, qu'elles s'enlisent par la faute de l'opposition et qu'elles reprendront plus tard. Il n'en faut pas plus pour rassurer les partenaires étrangers, davantage intéressés par la sauvegarde des apparences (l'opinion publique européenne doit être ménagée) que par la situation vécue par la population djiboutienne, un enjeu secondaire par rapport à la préservation des intérêts européens à Djibouti.

C'est ainsi que le chef de cabinet du président Omar Guelleh s'exprime finalement en ces termes (sans jamais donner à l'opposition l'occasion de s'exprimer dans les médias) : *J'ai revu M. Aden Mohamed Abdou (le représentant de l'opposition désigné pour négocier) et lui ai exprimé ma désapprobation mais je crois qu'il a été court-circuité par les leaders de la coalition. Nous en sommes là. L'opposition a elle-même saboté le dialogue et accuse aujourd'hui le chef de l'Etat. En quoi le Président est-il responsable de cet échec ? Ils ont décidé de mettre un terme au dialogue qui était sur le point d'aboutir à un accord. Ils ont fait volte-face et ils crient aujourd'hui sur tous les toits que c'est le président de la République qui est responsable du blocage du dialogue.*

Dans le cadre du Sommet Europe-Afrique, le président Omar Guelleh est venu à Bruxelles les 02 et 03 avril 2014. Pour l'occasion, face au Parlement européen, les opposants et les démocrates djiboutiens d'Europe étaient plus de 200 à manifester. De son côté, le régime a difficilement réuni une petite quinzaine de personnes !... Nous sommes encore loin des négociations annoncées et de la sortie de crise tant attendue par l'opposition et la population djiboutienne.